

Pagaille chez les antifas à Nantes : Gaël C. mis à l'index par ses ex-camarades !



Il n'y a pas loin du Capitole à la Roche Tarpéienne, qu'on s'appelle Trump ou Gaël C. L'intéressé pourra méditer la phrase alors que ses ex-camarades de lutte gauchistes et anti-capitalistes l'assimilent – horresco referens – à un faf et veulent l'exclure du mouvement pour... violences. Il y a quelques mois pourtant, c'était une figure centrale du groupe des antifas nantais.

Né en 1994 à Redon, Gaël, qui accole à un prénom typiquement breton un patronyme qui le semble moins a fait ses études au collège de Chantenay à l'ouest de Nantes. Engagé très jeune parmi les jeunes émeutiers gauchistes, il accomplit le cursus honorum de l'antifa en se livrant aux activités habituelles : dégradations volontaires, casses, jets de projectiles sur les forces de l'ordre, outrage et rébellion, émeutes etc.

Le 17 mars 2016, il est interpellé après que la manifestation contre la Loi Travail dégénère et donne lieu à une série

d'émeutes. Place Graslin, il est accusé d'avoir salement bousculé un commissaire de police et s'être livré à des dégradations volontaires. Jugé le 21 mars en comparution immédiate après 96 heures de garde à vue, il est condamné illico à six mois de prison ferme. Il avait avant son procès déjà 14 mentions à son casier judiciaire.

Cinq jours avant le 17 mars, Gaël C. était arrêté lors de la manifestation pour la réunification de la Bretagne pour avoir tagué la Préfecture et le Conseil Général de Loire-Atlantique. Il faisait partie alors du cortège des antifas autour de Breizhistance et du collectif 44=BZH, proches d'une extrême-gauche militante qui tente de s'accaparer à son bénéfice politique exclusif la cause de la réunification bretonne, pour justifier son combat contre les instances de l'Etat.

D'après le compte-rendu même du collectif d'extrême-gauche, Gaël C. a été interpellé peu après ses tags par la BAC et « est placé en garde-à-vue le samedi 12 mars à 17h00 et il procède à une déposition à 20h30. Le dimanche, Gael s'entretient par vidéoconférence avec le procureur qui lui fait savoir que sa garde-à -vue sera prolongée ». Emmené au tribunal le lundi 14 mars à 17 h, il refuse de payer une simple amende de 18 € pour ses tags et son procès est fixé au 31 mars ; son avocat réussit à faire annuler son contrôle judiciaire prévu avant son procès.

Sorti le 14 mars au soir du tribunal, il se retrouve à nouveau en émeute, puis en garde-à-vue trois jours plus tard. Et il finit donc en taule, à la maison d'arrêt de Nantes, où il devient rapidement un martyr de la cause antifa. Le numéro 1 du bulletin « Bretagne en lutte », du 9/4/2016, proche de l'extrême-gauche, donne son numéro d'écrou (62933) et lui rend hommage : « Gaël va passer au moins six mois à l'ombre. Il a été condamné pour sa participation à des actions de résistance et d'auto-défense populaire. Nous l'avons souvent croisé dans des initiatives anti-fascistes ou pour la défense de l'unité de la Bretagne. Ecrivez-lui ! ».

Le slogan « Liberté pour Gaël » fleurit dans toute la galaxie anti-fa. Ainsi, sur Infolibertaire.net, qui donne la version militante de son arrestation : « Malgré un dossier vide, le procureur a réclamé 10 mois de prison ferme, le juge a suivi : 6 mois de taule. Gaël dort en prison ce soir [...] Liberté pour Gaël ! ». A Marseille, les antifas locaux accrochent une banderole en son honneur. Et à peine sorti, fortifié par tout ce soutien, Gaël C. reprend ses méfaits.

Après avoir milité plusieurs mois à Paris – nous y reviendrons – il revient sur Nantes. Le 11 février 2017, alors que l'extrême-gauche s'empare de la soi-disant « affaire Théo », Gaël C. réapparaît. Il jaillit de la foule pour taguer, avec un extincteur de peinture rose, le commissariat Olivier de Clisson qui venait de rouvrir. Immédiatement interpellé, il retourne au placard – un sursis de deux mois, prononcé après une énième interpellation pour casse peu avant – est tombé.

Soit dit en passant, l'affaire Théo – dont la famille est au cœur d'une enquête pour détournement massif de subventions publiques – s'est dégonflée après que l'intéressé se soit contredit devant le juge d'instruction ; selon l'enquête en cours, il a très probablement été violé par des dealers qui l'accusaient d'être un indic. Il aurait ensuite accusé la police lors de son interpellation mouvementée – notamment pour éviter la honte dans sa cité et ensuite l'extrême-gauche et une partie de la gauche médiatique se sont emparées de l'affaire pour justifier leur lutte contre la loi et l'ordre.

Bref, en tout état de cause, Gaël C., qui a maintenant plus d'une quinzaine de mentions à son casier, et approche gaillardement de la vingtaine, est une figure centrale des antifas nantais, « multi-récidiviste de la casse », très défavorablement connu des forces de l'ordre. D'autant qu'il semble avoir réussi à transmettre le virus à ses proches. Selon nos informations, une de ses sœurs aurait été interpellé pour avoir agressé un militant FN le jour du meeting de Marine

le Pen à Nantes.

Une dénonciation anonyme très circonstanciée pour « virer Gaël » des milieux antifas et libertaires

C'est pourtant une dénonciation en bonne et due forme – pareille à ces lettres anonymes qui ont été envoyées par milliers aux Kommandatur aux heures les plus sombres de notre histoire moderne – qui le vise avec violence. Age, photo, CV, griefs, accusations, rien n'y manque.

☐☐CALL OUT : Menaces de mort, violences et agressions sexistes : virons Gaël de nos milieux.

Thread par des nantais-e-s, à lire et RT. ☐☐ pic.twitter.com/t5egbFwMA3

– Collectif NOCIR (@collectifnocir) [14 août 2017](#)

Lancée par le collectif NOCIR, elle a fait le tour des réseaux gauchistes et libertaires de l'ouest de la France et a été relayée par le média de la mouvance Indymedia Nantes.

Nous adressons ce texte à toute personne ayant été, étant ou pouvant être en contact direct ou indirect avec un dénommé Gaël Chenouf,

– Collectif NOCIR (@collectifnocir) [14 août 2017](#)

Adressée à « toute personne ayant été, étant ou pouvant être en contact direct ou indirect avec un dénommé Gaël C », le patronyme étant complet dans le texte originel, elle dresse une liste de griefs particulièrement précise.

Agressions sexistes, menaces de mort, attaques à caractère politique : l'antifa Gaël C assimilé à un fasciste

Ainsi, « quelques jours avant la rentrée de septembre 2016, à

Nantes, Gaël a été violent envers sa compagne, ce qui lui a valu une exclusion du groupe militant dans lequel il luttait auparavant », affirme cette lettre. Le jeune homme s'en va alors militer à Paris, d'où il est « chassé là encore suite à un comportement violent envers une femme ».

Paris, ce n'est pas un hasard, abonde un militant qui commente la lettre sur Indymedia : « Paris, ville qui tolère tout un groupe d'abuseurs et agresseurs, qui ne se font pas dégager des lieux et des discussions publiques ». Et pourtant leurs méthodes vis-à-vis de ceux qui s'opposeraient à eux seraient « dignes des pires fascistes (harcèlement de la famille, colis piégés gazés, manipulations et calomnies pour isoler les personnes, etc.) ».

Un problème connu d'un second commentateur, plus précis : « ces pressions, violences verbales, insultes en public, calomnies sur internet, menaces physiques, agressions physiques, qui sont partiellement décrites dans le précédent commentaire sont le fait d'un petit groupe de personnes (qui se trouvent toutes faire partie du local Les Fleurs Arctiques à Paris) », un local qui se présente comme une bibliothèque au carrefour des divers mouvements de l'ultra-gauche, officiellement inauguré au 45 rue du Pré Saint-Gervais en avril 2017, mais dont le collectif d'organisation était actif plusieurs mois auparavant. Il liste quelques uns de leurs forfaits : « à coups de poings à deux contre un, à coups de claques en plein milieu d'une manif, de gaz lacrymo par surprise, d'insultes et de textes mensongers sur internet, d'insultes infondées et de menaces physiques en public »

Tant à Paris qu'à Nantes où il rentre au début de 2017 – juste à point pour reprendre la casse au moment des manif liées à l'affaire Théo, puis à la campagne de l'extrême-gauche pour perturber les élections présidentielles – il continue menacer les membres du collectif qui l'a exclu.

La lettre cite plusieurs épisodes marquants : « Début juillet 2017, il tente d'agresser une copine, mais en est empêché et

ne fait que jeter un seau d'eau sur elle ». Il récidive le « 22 juillet 2017, alors qu'il est en service dans le restaurant où il bosse, il aperçoit dans la rue une autre copine et la menace violemment, lui promet qu'il l'aurait « défoncée » s'il n'était pas en service, et qu'il la tuera, elle et « les autres », avant de lui cracher au visage, en plein coup de feu du midi ».

Deux semaines plus tard à peine, « le 07 août à 23h30, Gaël agresse par surprise des camarades attablés autour de bières en terrasse d'un bar. Dans une ville où 4 personnes ont été touchées au visage par les tirs de la police, il s'en prend à un camarade mutilé en visant son œil valide, tout en vociférant qu'il lui « crèvera son œil », il frappe ensuite une camarade à la mâchoire et une deuxième copine au bras, aux cris de « salopes », « pédales », etc. avant d'être mis en fuite ». Il agresse le même groupe une seconde fois un peu plus tard, « frappant au sol un autre copain avant de mettre un poing à une troisième copine et de cracher au visage d'une quatrième ». Il prend la fuite après avoir entendu une sirène au loin et se met en arrêt de travail dès le lendemain.

Quelques mois auparavant, c'était un martyr de la lutte que toute l'extrême-gauche locale voulait faire libérer. Il est désormais assimilé à l'extrême-droite : « Agressions sexistes, menaces de mort, attaques à caractère politique : plus rien ne différencie les agissements de Gaël de celles d'un militant d'extrême droite ». Ses soutiens sont expressément visés par les dénonciateurs : « en faisant comme si de rien n'était, ces personnes cautionnent et permettent ses agissements fascistes ».

Gaël C répond à ses accusateurs : sa lettre de défense passe à la trappe

Fasciste, il l'est traité comme tel par la modération d'Indymedia, qui empêche systématiquement toute personne qui n'adhère pas aux croyances et aux combats de l'extrême-gauche

de s'exprimer sur le site. C'est ainsi que sa lettre de défense passe à la trappe... mais reste en ligne puisqu'Indymedia affiche les articles refusés. En effet, « il s'agit de la parole d'un agresseur, ce qui n'a pas sa place sur ce site », affirme le modérateur-censeur.

Ladite lettre n'est pas piquée des vers, et elle dévoile aussi des détails que les militants locaux de l'extrême-gauche auraient préféré tenir secrets. En effet, Gaël C. affirme qu'après son altercation du 22 juillet 2017 – où il reconnaît effectivement avoir craché au visage d'une de ses anciennes camarades de lutte, « à la fin de mon service du soir, mon chef-cuisinier me signale qu'une lettre à été déposée à l'attention de mon employeur qui retrace mon passé et suggère de me virer sur le champ en pointant la dangerosité de me garder au sein de son entreprise ».

De quoi atteindre Gaël C. dans ses convictions : « la violence est légitime lorsque je suis en fort désaccord politique avec un groupe de militants. La délation est pour ma part très problématique que ce soit pour dénoncer des nazis ou pour aller pleurer aux employeurs comme de bonnes grosses merdes poujadistes ».

Ainsi lâchement attaqué, il justifie avec une orthographe que la colère rend approximative sa violence du 7 août dernier : « je m'en prend [sic] physiquement à leur groupe (une dizaine de personne) [re-sic]. C'est à dire en les insultant et en frappant un des militants qui m'avait particulièrement stupéfié par ses méthodes politiques. Je me prend des chaises, bouteilles et verres dessus que je renvoi [re-re-sic], je rend [re-re-re-sic] des coups à l'ensemble du groupe et décide de quitter les lieux ».

Après avoir tabassé une dizaine d'ex-camarades, Rambo quitte les lieux pour aller se soigner : « j'ai été salement ouvert au genou en tombant sur du verre alors je suis allé aux urgences me faire recoudre ». Puis retourne s'attaquer aux

Forces du Mal : « à la sortie du CHU, je croise ces mêmes militant-e-s et je décide de me mettre à leur poursuite, j'assène quelques coups et je pars à l'arrivée d'une ambulance ». Après tant de constance dans la lutte contre le Malin, Gaël C disparaît de la scène et se met en arrêt.

Pisté par ses ex-camarades, l'ex-héros de la cause se fait jeter de plusieurs manifs

Pour pister un indésirable, les antifas sont parfois bien meilleurs que les policiers qu'ils abhorrent ; ainsi, grâce à Twitter on sait qu'il est le 11 septembre 2017 à Toulouse au rassemblement anti-Macron. Puis a été « jeté de la manif le 12 ». Humiliation suprême, « les raisons ont été dites au mégaphone », sans qu'il puisse répondre et sous les huées évidemment. Comme pour un vulgaire « facho » infiltré.

Car dans ces milieux la démocratie et le droit à chacun de s'exprimer, ça va pour les slogans – c'est pour ceux qui sont d'accord avec celui qui tient le micro (sur Twitter ou dans la manif), les autres, au goulag. Après quoi il disparaît de la circulation. L'ex-héros du mouvement antifa nantais est maintenant au ban de son milieu militant.

Dans leur lancée certains militants antifas vont encore plus loin : « Il faut faire la même chose avec les antifas casseurs lors des manifs ! Publier leurs photos et les dénoncer », appelle l'un d'eux le 14 août 2017. Comme quoi si on leur donnait un mirador et un berger allemand... Au passage, deux autres antifas sont mis au ban pour des motifs flous, l'un a le pseudo de koopaxe, l'autre, Reda Malek, officiait jusque là à Paris.

[@Mohatib_Antifa](#) [@joe_hill31](#) il était aujourd'hui à Toulouse au rassemblement anti Macron, faites passer l'info. [#pasdeplacepourlesvioleurs](#)

– Grève Générale (@greve_generale) [11 septembre 2017](#)

Il a été jeté de la manif le 12. Les raisons ont été dites au mégaphone.

– J. Hirschfeld (@Hirschfeld_J) [20 septembre 2017](#)

Plutôt que de faire profession de canaille antifa, il aurait eu un destin tout tracé dans le GIGN, la BAC ou même les forces spéciales de l'armée de Terre. Dans un cadre viril et traditionnel, il aurait pu se battre pour la France et contre le terrorisme islamique international. Quel gâchis.

Emmanuel Goldstein